



## **Civil Society Dialogue Network Geographic Meeting**

### **Dynamiques de conflit et facteurs de paix dans la région du lac Tchad : un échange de vues avec l'Union européenne**

Jeudi 19 octobre 2019, Bruxelles

#### **Rapport de réunion**

##### **Contexte**

Cette réunion géographique s'inscrit dans le cadre du *Civil Society Dialogue Meeting* (CSDN). L'objectif général de cette réunion était de recueillir les contributions de la société civile sur les dynamiques de conflit et facteurs de paix dans la région du lac Tchad, et plus spécifiquement, d'avoir un échange de vues entre les acteurs de la société civile et les fonctionnaires de l'Union européenne (UE) sur les politiques et dynamiques régionales, les questions à long et court terme, les acteurs locaux et régionaux et le rôle de la société civile.

La réunion a accueilli environ quarante participants, y compris des représentants de la société civile actifs ou provenant de la région du lac Tchad, et des fonctionnaires de la Commission européenne et du Service européen pour l'action extérieure (SEAE). Les discussions se sont tenues selon la règle de Chatham House.

Ce rapport inclut les points principaux et les recommandations qui ont été faites pendant la réunion et ne peuvent pas être attribués à un participant individuel ou à une organisation particulière. Ce rapport ne représente pas nécessairement les vues de tous les participants, du European Peacebuilding Liaison Office (EPLO) et de ses organisations membres, ou des institutions de l'UE.

##### **Constatations clés et recommandations pour l'engagement de l'UE dans la région du lac Tchad**

- Les gouvernements de la région du lac Tchad et la communauté internationale ont tendance à privilégier les solutions sécuritaires au conflit du lac Tchad, même si plusieurs problèmes dérivent de la pauvreté généralisée, du manque d'opportunités pour les populations locales et de la destruction des moyens de subsistance. En raison de la nature de ces problèmes, l'UE devrait concentrer ses efforts et son financement sur le développement et le soutien à la paix, plutôt que sur les seules questions de sécurité.
- Les besoins des groupes les plus touchés, y compris les femmes, les jeunes, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, les réfugiés et les anciens combattants ne sont pas suffisamment pris en compte dans le travail de consolidation de la paix, de développement et humanitaire entrepris par les acteurs internationaux. La communauté internationale, y compris l'UE, devrait donc adopter une approche plus inclusive afin de garantir la participation de tous les acteurs concernés et la prise en compte de leurs besoins. Dans les cas où l'appropriation locale a été établie, les activités ont été plus efficaces pour cibler les besoins des différentes populations.

- Les activités de la société civile locale dans la région sont entravées par le manque de ressources et de capacités pour accéder aux financements des donateurs internationaux. En s'appuyant sur les exemples positifs existants, l'UE devrait fournir davantage de fonds aux Organisations Non Gouvernementales (ONG) locales et soutenir les programmes de renforcement des leurs capacités.
- Les relations conflictuelles avec les gouvernements constituent un autre obstacle pour la société civile locale. Les gouvernements se méfient des activités des ONG et les lois contre le terrorisme finissent souvent par entraver – voire empêcher totalement – le travail de la société civile. L'UE devrait travailler avec les gouvernements afin de créer un environnement favorable à la société civile et soutenir le dialogue entre les organisations de la société civile et les autorités gouvernementales, y compris l'armée et les forces de sécurité.
- Les ONG locales ont également du mal à travailler avec leurs homologues des pays voisins. En ce sens, de nouvelles possibilités d'échange entre la société civile sont également nécessaires.
- Les abus, la violence et les mauvaises pratiques ont contribué à la méfiance généralisée de la population vis-à-vis des forces de sécurité nationales. L'UE devrait collaborer avec les gouvernements et leurs forces de sécurité pour renforcer les bonnes pratiques (par exemple, la responsabilité, la transparence, etc.) et soutenir les programmes de formation sur les droits de l'homme et le droit international humanitaire (DIH).
- Le faible niveau d'éducation, combiné au manque d'emplois, d'opportunités et d'accès aux moyens de subsistance rend les jeunes particulièrement vulnérables aux récits radicaux et au recrutement par des groupes extrémistes. Afin de résoudre ce problème, un soutien supplémentaire aux programmes éducatifs visant à informer les jeunes des opportunités sociales et économiques, de l'accès aux moyens de subsistance et des alternatives aux groupes extrémistes est nécessaire.
- Les groupes les plus fragiles (en particulier les enfants et les personnes déplacées, les victimes et les soldats démobilisés) ont également un besoin critique de soutien psychosocial.
- Les femmes sont particulièrement frappées par le conflit et les victimes sont souvent stigmatisées dans leur communauté. Pour cela, l'UE devrait soutenir l'habilitation économique et l'éducation des femmes en tant qu'outil de réintégration sociale. En même temps, il est important de considérer que les femmes peuvent également jouer un rôle en tant qu'auteurs de violences et recruteurs des groupes extrémistes.
- Les opportunités économiques et l'éducation sont essentielles pour permettre aux soldats démobilisés de se réintégrer efficacement dans la société. Cela concerne non seulement Boko Haram, mais également, à long terme, les individus qui font actuellement partie de groupes d'autodéfense. Des pratiques de réintégration efficaces exigent également un travail patient avec les communautés d'accueil afin de répondre aux préoccupations et aux besoins des victimes, en particulier en ce qui concerne leur propre sécurité.
- L'engagement avec les chefs religieux et communautaires est crucial pour leur capacité à mobiliser les gens et à échanger des informations, et représente à la fois un risque et un défi. Les acteurs internationaux, y compris l'UE, doivent identifier les bons leaders avec lesquels dialoguer à différentes étapes, tout en étant conscient des risques qui peuvent y être associés. Les dialogues interreligieux peuvent également représenter une occasion d'engagement au niveau régional, y compris sur des questions géopolitiques, telles que le financement par des acteurs globaux de certaines écoles religieuses.

- L'UE devrait promouvoir une utilisation plus stratégique de la communication, qui s'est révélée efficace pour contrer les discours extrêmes et éduquer les citoyens sur des questions spécifiques, notamment le changement climatique.
- En raison de la complexité des dynamiques du conflit de la région du lac Tchad, l'UE devrait également veiller à renforcer la coopération et la coordination entre les acteurs humanitaires, du développement et de la consolidation de la paix, par le biais d'un dialogue entre les praticiens sur le "Triple Nexus" au niveau local.
- La communauté internationale, y compris l'UE, devrait veiller à ce que toutes les activités, en particulier dans les domaines du commerce, de l'aide humanitaire et du renforcement des capacités de la société civile locale soient sensibles aux questions de conflit.
- Dans un contexte de post-conflit, il sera crucial de veiller à ce que la justice transitionnelle soit inclusive et retenue par les autorités locales. Pour y parvenir, la communauté internationale, y compris l'UE, devrait veiller à ce que les formes traditionnelles de justice transitionnelle locale soient également prises en compte.
- En raison de la nature commune des défis et des dynamiques de conflit qui affectent les quatre pays de la région du lac Tchad, l'UE devrait renforcer son engagement régional.

## **Facteurs de conflit dans la région du lac Tchad**

Les participants ont décrit les similitudes entre les problèmes et les dynamiques de conflit qui affectent les quatre pays de la région du lac Tchad (le Tchad, le Niger, le nord-est du Nigéria et le nord du Cameroun). Plusieurs années de violence résultant du conflit entre des groupes armés non étatiques (par exemple Boko Haram) et les forces militaires ont eu un impact négatif sur la vie de millions de personnes dans une région déjà touchée par la pauvreté, la fragilité politique, l'insécurité alimentaire et le changement climatique.

Plusieurs participants ont souligné la question des déplacés et des réfugiés, présents en nombre variable dans les quatre pays. Le grand nombre d'individus qui sont forcés de quitter leur domicile en raison de la violence a un impact considérable sur les ressources disponibles et alimente les tensions entre les déplacés et les communautés d'accueil. Les efforts et les ressources mis en place par les autorités publiques et la communauté internationale pour gérer ce problème n'ont pas été suffisants et les personnes vivant dans les grands camps de personnes déplacées manquent souvent de services de base et subissent les conséquences d'épidémies récurrentes. Certains participants ont également souligné à quel point les difficultés de gestion de ces camps créent un espace d'action pour les recruteurs de Boko Haram.

Les participants ont convenu que le faible niveau d'instruction, le manque de moyens de subsistance et d'alternatives économiques ont été la raison principale pour laquelle les récits extrémistes violents ont trouvé du terrain fertile parmi les populations de la région du lac Tchad et ont permis que les groupes armés non étatiques (tels que Boko Haram) aient pu recruter facilement des membres, en particulier des jeunes.

Les participants ont cependant aussi souligné que les gouvernements des quatre pays de la région du lac Tchad ont largement ignoré le caractère développemental de la crise et les besoins des populations touchées. Selon les participants, leur action se concentre uniquement sur la sécurité, faisant de l'intervention militaire la seule stratégie de lutte contre les groupes armés non étatiques. En outre, certains ont fait valoir que les autorités publiques n'avaient pas reconnu – et donc traité – les conséquences humanitaires de ces approches militaires.

Les participants ont souligné le fait que les gouvernements centraux des quatre pays ont du mal à exercer leur autorité sur la région du lac Tchad. Les ressources publiques allouées à ces zones sont très limitées et les quelques services existants sont en grande partie inefficaces. Un participant est même allé jusqu'à déclarer que le gouvernement central n'avait même pas connaissance de l'existence de certains villages avant qu'ils ne soient frappés par la crise de Boko Haram. Ce manque de gouvernance laisse davantage d'espace aux acteurs non étatiques et aux activités illicites, ce qui peut conduire à une instabilité accrue et à des tensions dans la région.

Les quatre pays font également face à des défis similaires en ce qui concerne la réintégration des soldats démobilisés des groupes armés non étatiques et la réhabilitation des victimes. Les participants ont expliqué que les communautés locales ne sont généralement pas disposées à accepter les repentis, à la fois en raison de la méfiance à l'égard des individus et de la stigmatisation associée aux familles des anciens combattants. Ils ont également souligné le manque de soutien psychosocial pour les victimes - en particulier les femmes - dont le processus de réintégration n'est pas suffisamment soutenu par le gouvernement. Dans ce sens, les participants ont convenu qu'il fallait entreprendre davantage de travail sur la cohésion sociale.

Les participants ont également souligné la nature complexe des sociétés de la région du lac Tchad, où les dirigeants communautaires et religieux jouent un rôle majeur. Certains participants ont expliqué qu'il n'y a pas assez d'espace pour le dialogue et l'interaction entre ces acteurs et que les acteurs internationaux ne les prennent pas suffisamment en compte. Un participant a fait valoir qu'ils représentent à la fois une ressource précieuse et un risque en raison de l'influence qu'ils exercent sur des groupes communautaires spécifiques et de leur capacité à diffuser des informations.

Les participants ont également décrit la situation difficile à laquelle sont confrontés les acteurs de la société civile locale. En général, les ONG locales souffrent d'un manque de financement et de capacités et il s'agit d'un problème qui est souvent négligé par les donateurs internationaux. Certains participants ont fait valoir que les donateurs allouent trop de fonds aux acteurs institutionnels et que les organisations de la société civile locales manquent souvent de la capacité nécessaire pour répondre à leurs appels d'offres. Certains ont également souligné que les projets sont principalement conçus pour des ONG internationales et ne reflètent pas suffisamment les compétences et les besoins des communautés locales. En outre, un participant soutenu que les ONG internationales attirent souvent le personnel le plus compétent, réduisant ainsi les capacités de la société civile locale. En général, les participants s'accordent pour dire qu'il n'y a pas suffisamment de coordination entre les donateurs internationaux et la société civile dans les quatre pays.

La société civile des quatre pays de la région du lac Tchad est également en difficulté en raison de relations conflictuelles avec les gouvernements et les forces de sécurité. Les participants ont expliqué que les gouvernements perçoivent généralement la société civile avec suspicion - voire d'une manière clairement hostile - et ont tendance à ne pas l'inclure dans les processus décisionnels. Certains ont fait remarquer que les lois sur le terrorisme récemment adoptées finissent par obstruer ou même empêcher les ONG locales et internationales d'opérer dans la région. Cependant, ils ont également fait remarquer que le manque de coopération entre les gouvernements et la société civile est aussi lié à la méfiance des populations locales à l'égard de l'armée, à cause d'exactions commises par les forces de sécurité à l'encontre de civils. Pour cette raison, les ONG locales choisissent souvent de ne pas dialoguer avec les acteurs militaires afin d'éviter l'image négative qu'une éventuelle association pourrait renvoyer.

En raison des problèmes communs qui affectent les quatre pays, tous les participants s'accordent sur la nécessité d'un engagement accru d'un point de vue régional. Des initiatives telles que la Commission du bassin du lac Tchad et le Forum des gouverneurs du lac Tchad ont été bien accueillies, mais des doutes persistent quant à leur utilité et à la volonté des gouvernements des quatre pays de mettre en œuvre les engagements pris lors de ces forums. Un participant a souligné la nécessité de prêter plus d'attention aux acteurs non institutionnels qui opèrent au niveau régional, tels que les chefs religieux, les commerçants et les chambres de commerce informelles.

Les participants ont également souligné que les quatre pays de la région du lac Tchad sont confrontés à d'autres défis communs qui ne sont pas directement liés à la crise de Boko Haram. Par exemple, la destruction des moyens de subsistance a contribué au développement d'économies criminelles et illicites, notamment de vols, d'enlèvements et de traite des êtres humains.

Enfin, les participants ont noté que la région du lac Tchad est également extrêmement touchée par le changement climatique et que les ressources naturelles subissent déjà de fortes pressions. À long terme, la gestion des ressources naturelles deviendra un problème encore plus crucial et un facteur de conflit.

## **Facteurs de conflits dans chacun des quatre pays**

Les participants ont mis en évidence les spécificités des contextes dans chacun des quatre pays de la région du lac Tchad.

### **Tchad**

Un participant provenant du Tchad a affirmé qu'il existait une forte méfiance de la part de la population vis-à-vis du gouvernement. Cela découle de l'absence chronique de gouvernance dans les zones touchées par le conflit du lac Tchad, ainsi que du manque de transparence et des informations erronées fournies par le gouvernement au sujet de la lutte contre Boko Haram (le gouvernement l'estime résolue alors que le groupe gagne du terrain).

Les participants ont souligné que le déploiement de l'armée tchadienne a fait plus de mal que de bien aux populations locales dans la mesure où il avait entraîné une augmentation des violences. Le gouvernement semble également être déterminé à poursuivre une stratégie militaire sans consulter la population, car il considère la crise actuelle exclusivement sous l'angle de la sécurité – appartenant aux pouvoirs régaliens de l'État – et non comme une question de développement et / ou humanitaire. En outre, un participant a soutenu que l'armée tchadienne n'était pas prête à mener une guerre asymétrique et n'avait donc eu qu'un succès limité jusqu'à présent.

Les participants ont souligné que les relations entre la société civile et le gouvernement sont compromises. Les autorités de l'État sont hostiles à la société civile: elles considèrent les organisations de la société civile comme une menace plutôt que des partenaires potentiels. Pour cette raison, l'espace de la société civile est extrêmement limité. Selon un participant, le gouvernement dissimule aussi intentionnellement des informations sur les conflits en cours (par exemple, le nombre de victimes) et utilise essentiellement l'armée comme instrument de répression de la dissidence plutôt que de protection des citoyens.

Les participants ont expliqué que le changement climatique et la disponibilité limitée des ressources – notamment la contraction des eaux du lac Tchad – constituent un autre problème majeur dans la région et aggravent les tensions sociales.

## Niger

Les participants ont expliqué que, par rapport aux autres pays de la région du lac Tchad, les autorités du Niger collaborent étroitement avec la société civile. Cependant, ils ont souligné que la coopération entre la société civile et le gouvernement a eu jusqu'à présent un succès limité. En outre, la présence de l'État dans la région de Diffa (située à plus de 1 300 km de Niamey et reliée par une seule route) est très faible et, par conséquent, il y a un grave manque de contrôle par le gouvernement central.

Les participants ont expliqué que les tensions intercommunautaires s'intensifient et sont alimentées par la pression croissante exercée sur les ressources naturelles déjà rares, en raison de la présence d'un grand nombre de personnes déplacées et de réfugiés. La région est également gravement touchée par le changement climatique. Un participant a décrit comment les sécheresses et les inondations dévastent les cultures et obligent les gens à se déplacer à Maiduguri.

Un participant a souligné à quel point les tensions sociales résultent également du manque de sensibilité aux questions de conflit dans la distribution de l'aide par la communauté internationale. Les couches de la population qui ne reçoivent pas d'aide ont tendance à devenir hostiles vis-à-vis des personnes déplacées, des réfugiés et des autres bénéficiaires de l'aide internationale. Les participants ont également mis en évidence le fait que les programmes d'aide sont souvent saisis par Boko Haram ou des gangs criminels, ou vendus par les bénéficiaires mêmes. Cela soulève des questions quant à la précision des stratégies de distribution de l'aide humanitaire.

La situation difficile de la population et les tensions sociales croissantes ont conduit à l'émergence de nouvelles activités criminelles qui n'existaient pas auparavant dans la région. Les vols, la consommation de drogue et la prolifération des armes sont devenus des questions courantes, en particulier chez les jeunes les plus gravement touchés par le manque de moyens de subsistance légaux.

Des tentatives pour encourager la coopération entre la société civile et l'armée du Niger ont été entreprises avec l'aide de la communauté internationale, y compris de l'Union européenne. Cependant, la confiance de la population dans l'armée est faible en raison des épisodes d'abus commis par l'armée sous l'état d'urgence.

## Cameroun

Les participants camerounais ont affirmé qu'après le pic de 2015, le nombre d'attaques perpétrées par Boko Haram contre la population a diminué, mais que la situation restait néanmoins critique. Boko Haram reste capable de recruter et de diffuser facilement ses récits en raison de la pauvreté généralisée et du manque de moyens de subsistance alternatifs. Les participants ont également expliqué que les périodes calmes s'alternent avec des périodes plus dangereuses en fonction de la saisonnalité des pluies.

Un participant a souligné que la société civile dans la région de l'Extrême-Nord était presque inexistante avant l'avènement de Boko Haram et qu'elle s'était développée en conséquence. Cependant, les ONG locales ne sont pas considérées favorablement par le gouvernement, qui les

perçoit comme une menace et tente de limiter leur marge de manœuvre. Leurs capacités et leur accès aux possibilités de financement sont également très limités et l'aide extérieure est faible.

Les participants ont expliqué que les populations locales ont des sentiments mitigés à l'égard des forces militaires. D'une part, ils apprécient le rôle qu'elles jouent dans la lutte contre Boko Haram, mais de l'autre, la méfiance a augmenté à la suite d'épisodes d'abus des droits de l'homme contre la population et de corruption dans le recrutement de troupes. En outre, le gouvernement a déployé un grand nombre de soldats dans le sud-ouest du Cameroun pour faire face à la crise anglophone qui a débuté en 2017. Cela a inévitablement détourné l'attention de la région de l'Extrême-Nord, ce qui a laissé davantage de place aux incursions de Boko Haram et accru l'hostilité de la population locale vis-à-vis de l'armée.

Un participant a affirmé que maintes ressources publiques ont été utilisées pour médiatiser quelques initiatives sur la réintégration d'anciens combattants de Boko Haram au détriment d'autres questions prioritaires, telles que l'accès au financement de la société civile locale et le soutien psychosocial apporté aux personnes touchées par le conflit.

Les participants ont également cité des exemples de dialogues interconfessionnels entre communautés chrétiennes et musulmanes visant à renforcer la cohésion sociale, ainsi que des initiatives visant à former localement des jeunes imams afin d'éviter qu'ils ne soient influencés par des écoles coraniques radicales étrangères. Un participant a expliqué que les tensions interreligieuses étaient déjà présentes au début des années 2000, avant l'évènement de Boko Haram. À l'époque, les chefs religieux recevaient des formations à l'étranger (notamment en Algérie et en Arabie Saoudite) et retournaient au Cameroun pour prêcher des formes radicales d'islam.

## Nigéria

Les participants ont souligné que la situation en matière de sécurité dans le nord-est du Nigéria s'est améliorée depuis le début de la crise de Boko Haram, mais que de graves divergences subsistent entre les zones rurales et les zones urbaines. Les villes principales (Maiduguri, par exemple) sont relativement sûres et protégées par l'armée, alors que les attaques sont toujours fréquentes dans les zones rurales.

Les participants ont déclaré que, depuis 2015, le gouvernement a développé une série d'initiatives visant à lutter contre l'extrémisme violent et à promouvoir la réintégration et réhabilitation des anciens combattants. L'UE et d'autres acteurs internationaux ont soutenu le gouvernement nigérian dans ses efforts en ce domaine. Toutefois, le soutien a été insuffisant et les résultats décevants. Les participants ont soutenu que cela était principalement dû à un manque de prise en compte des victimes, des besoins des communautés et des points de vue de la société civile.

Les participants ont expliqué que l'espace pour la société civile et les acteurs humanitaires diminue. Les NGO internationales et les acteurs humanitaires sont perçus négativement par les autorités locales de l'État de Borno et que l'armée entrave ouvertement, voire empêche leur travail. Par exemple, l'armée a mis fin aux activités de certaines NGO internationales et les a accusées de fournir de la nourriture et des médicaments à Boko Haram. Un participant a également expliqué que l'armée nigériane impose une limite de consommation de carburant qui empêche aux acteurs humanitaires d'exercer leurs activités. Cela a également affecté la vie d'un grand nombre de personnes dépendant de l'aide humanitaire et le fonctionnement des grands camps de personnes déplacées dans la région. La fourniture et la distribution de l'aide sont aussi entravées par le fait



que les acteurs humanitaires ne peuvent pas accéder à certaines zones rurales et sont exposés au risque constant de détournement de l'aide par Boko Haram ou par des groupes de bandits.

La relation entre la population locale et l'armée est également conflictuelle. Un participant a déclaré que les troupes manquent de formation en matière de droits de l'homme et de connaissances de base en DIH et que leurs activités mettent en danger au lieu de protéger la population locale. Un autre participant a expliqué que l'armée avait saisi de vastes étendues de terres privées.

Les participants ont souligné la nécessité pour la société civile et les acteurs internationaux de collaborer avec le *Civilian Joint Task Force* et d'autres groupes d'autodéfense, leur rôle dans le maintien de la sécurité dans la région leur conférant à la fois une légitimité aux yeux des populations locales et une influence sur le gouvernement. Toutefois, les participants ont également averti que ces groupes ont des griefs contre le gouvernement en raison des récompenses attendues qui n'ont pas été délivrées et qu'ils ne coopèrent pas beaucoup avec les chefs communautaires. Un participant a également déclaré que, une fois l'insurrection terminée, la question de la réintégration à long terme dans la société des membres des divers groupes d'autodéfense deviendra pertinente.

Enfin, les participants ont souligné l'importance pour les acteurs internationaux de s'engager avec les chefs religieux et les groupes de police traditionnelle locaux malgré leur réticence.

#### **Civil Society Dialogue Network**

Le Civil Society Dialogue Network (CSDN) est un mécanisme de dialogue entre la société civile et les décideurs de l'Union Européenne sur des sujets liés à la paix et au conflit. Il est cofinancé par l'Union Européenne (Instrument contribuant à la Stabilité et la Paix). Il est géré par EPLO, la plateforme des ONG, en coopération avec la Commission européenne et le Service Européen pour l'Action Extérieure. La troisième phase du CSDN durera de 2017 à 2020. Pour plus d'information, rendez-vous sur le site internet d'[EPLO](#).